

Microfinance: le potentiel de l'Afrique

Alors que le secteur informel et la petite entreprise prédominent, le continent dispose du taux de bancarisation le plus faible au monde. Des éléments qui vont soutenir le développement du petit crédit dans ces régions.



Vincent Lehner

Analyste senior, Symbiotics Research & Advisory

De Genève à Accra, Dar es Salaam ou encore Douala. Huit mois après son lancement, le fonds régional d'investissement centré sur les micro, petites et moyennes entreprises d'Afrique subsaharienne (Regmifa) a déjà accordé des prêts pour l'équivalent de 15 millions de dollars à des institutions de microfinance au Bénin, Ghana, Cameroun, Kenya, Nigeria, Sénégal et en Tanzanie. L'essentiel de ces crédits a été octroyé en monnaie locale: XOF, XAF, cedi ghanéen, naira nigérien, shilling kényan ou tanzanien. Ce fonds est alimenté par des donations de coopérations gouvernementales des pays de l'Union européenne. Parmi les rares véhicules investissant exclusivement dans la microfinance africaine, on trouve également le fonds Africap.



Daniel Schriber

Directeur, Symbiotics Research & Advisory

Les perspectives de la microfinance sont excellentes en Afrique. Comme le continent africain reste de loin celui avec le taux de bancarisation le plus faible – il est estimé à environ 12% des ménages, contre 40% en Amérique latine par exemple – et que prédominent le secteur informel et la petite entreprise, le potentiel de croissance de la microfinance est en effet très important.

Taille confidentielle

Beaucoup de projets de microfinance ont vu le jour dans les années 70 déjà, surtout sous l'impulsion d'ONG internationales ou de programmes de coopérations gouvernementales. Ces projets ont évolué de manière très divergente, parfois pour le meilleur, parfois pour le pire, mais dans

tous les cas ils sont restés à une taille assez confidentielle, ne permettant pas un véritable impact sur les populations africaines défavorisées. En revanche, cette dernière décennie a vu une évolution nettement plus positive entre autres grâce à une amélioration du contexte macroéconomique (relative stabilisation politique du continent, croissance économique soutenue, réduction du taux de pauvreté général), mais aussi en raison d'une amélioration de la législation facilitant la microfinance, ainsi que le développement des technologies utilisées par les institutions de microfinance (contrôle interne, transparence, systèmes).

A ces aspects positifs, il faut toutefois opposer un certain nombre de contraintes qui peuvent peser dans l'évolution de ce secteur financier. Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions générales sur le continent – les différences culturelles, politiques et économiques étant très marquées d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre –, il y a des difficultés récurrentes communes à la majorité des institutions. Par exemple, le manque d'infrastructures de qualité – en particulier au niveau de la communication et des transports – fait grimper les coûts opérationnels et rend le développement des activi-

tés dans les zones rurales très onéreux. La conséquence est que beaucoup d'institutions se concentrent sur les zones urbaines et périurbaines, où le taux de bancarisation est nettement plus élevé que dans les zones reculées. Cela crée un risque de surendettement non négligeable. Cela étant, il est important de relever que pour répondre aux problèmes d'infrastructures, plusieurs institutions se sont lancées dans le développement de nouvel-

L'accès à la monnaie locale est absolument crucial pour les institutions

les technologies comme le mobile banking. Aujourd'hui, l'Afrique se retrouve même à la pointe de ce secteur en plein développement qui opère exclusivement via des réseaux de téléphonie mobile.

Forte demande de financement

La difficulté d'accès aux populations rurales se traduit aussi par une offre peu adaptée pour l'heure aux besoins de cette clientèle. En effet, les produits de crédit restent très classiques avec les prêts de groupe à des femmes représentant la quasi-totalité des microcrédits. Pourtant, il y a une demande grandissante pour des

prêts hypothécaires, pour l'énergie (panneaux solaires), pour l'agriculture et un meilleur accès à l'eau. Aussi, les produits de transfert d'argent sont chers et peu répandus, tandis que la micro-assurance n'existe pour ainsi dire pas encore.

Finalement, beaucoup d'institutions souffrent d'un accès très limité au refinancement de leurs activités. En effet, ils dépendent essentiellement de la collecte d'épargne, domaine dans lequel les institutions africaines remportent un franc succès, ainsi que de financements subsidiés. Mais ces sources de financement ne

leur permettent cependant pas de croître à la vitesse désirée, ni de devenir véritablement opérationnellement rentables et indépendantes. Reste le financement commercial dédié à l'Afrique. Trop souvent, ce dernier se concentre sur quelques institutions et ne représente qu'une très petite partie des flux mondiaux de microfinance. Un autre obstacle à l'accès au financement international est lié à un problème de monnaie: l'accès à la monnaie locale est absolument crucial pour les institutions, tandis que peu d'acteurs internationaux sont capables d'offrir des prêts en devise locale à des taux concurrentiels.